

# Tendances conjoncturelles

## 2<sup>e</sup> trimestre 2018

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

#### Une économie fragilisée mais en voie de reprise

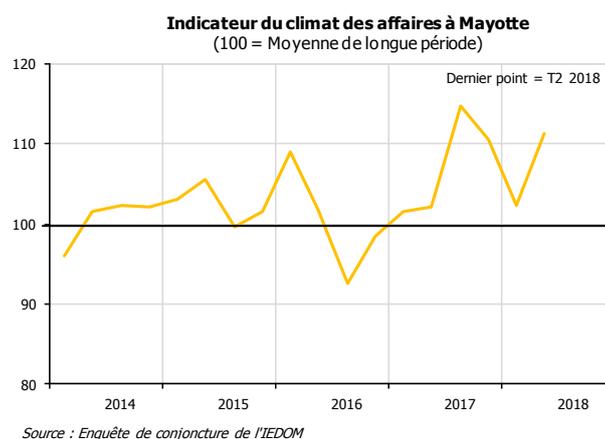
Si la conjoncture a été fortement perturbée en début d'année, le deuxième trimestre, dont les réalisations restent encore empreintes des difficultés dues à la crise, s'inscrit dans une dynamique de reprise et de recherche de solutions post-crise. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 8,7 points et s'établit à 111,1 points, soit 11,1 points au-dessus de sa moyenne de longue période.

Cette hausse est essentiellement portée par les perspectives optimistes pour le trimestre prochain (+7,8 points), tandis que l'appréciation des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé est légèrement favorable (+0,9 point).

Après un premier trimestre marqué par une conjoncture détériorée et une dégradation des soldes de gestion des entreprises (crise de trésorerie, allongement des délais de paiement et baisse globale de l'activité), l'environnement des affaires reste résilient, à défaut de retrouver encore une stabilité pérenne. Les chefs d'entreprise laissent entrevoir des anticipations positives sur le trimestre à venir. Toutefois, ces derniers restent prudents quant à la réalisation de ces perspectives étant donné les contraintes et difficultés auxquelles ils doivent faire face.

Le retour de l'inflation ne semble pas perturber la consommation des ménages, qui retrouve un dynamisme ce trimestre, comme en témoigne la hausse des échanges extérieurs, signe d'un rattrapage par rapport au trimestre dernier. Les entreprises continuent de formuler des prévisions d'investissement et de recrutements favorables, tout en restant attentives aux évolutions de la conjoncture.

L'activité globale s'est une nouvelle fois détériorée mais dans une moindre mesure par rapport au trimestre précédent. Les chefs d'entreprise anticipent une amélioration au troisième trimestre.



T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE MOROSE

L'économie **sud-africaine** subit encore des soubresauts suite à la démission du président Jacob Zuma, et rentre en récession. En effet, le PIB recule sur deux trimestres consécutivement : -2,6 % au premier trimestre 2018 et -0,7 % au deuxième. Pour la première fois depuis début 2016, la consommation des ménages s'inscrit en repli (-1,3 %), à l'instar de l'investissement (-0,5 % après -3,4 % le trimestre précédent). La Banque centrale maintient son taux directeur à 6,50 % en juillet 2018, malgré des pressions inflationnistes.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique au deuxième trimestre 2018 est en diminution de 3,7 % par rapport au deuxième trimestre 2017 après +6,1 % au premier trimestre 2018. Globalement, sur la première moitié de l'année la tendance reste positive (+1,3 % par rapport au premier semestre 2017).

La croissance économique de **l'île Maurice** ralentit au premier trimestre 2018, avec une hausse du PIB de 0,7 % en rythme trimestriel après +1,0 % au quatrième trimestre 2017 et +1,2 % précédemment. Cet essoufflement provient d'une contraction de l'investissement, notamment en biens d'équipement (-12,6 % sur un an). À l'inverse, la consommation finale reste robuste (+3,5 % en glissement annuel), soutenue par la consommation des administrations publiques (+5,2 %). La Banque centrale maintient néanmoins son taux directeur à 3,5 % en août 2018, en lien avec des perspectives économiques favorables.

À **Madagascar**, l'encours de crédit à l'économie progresse de 3,6 % entre mars 2018 et juin 2018 (+17,9 % sur un an). Toutefois, selon le résultat de l'enquête conjoncturelle de la Banque centrale, la situation économique semble se dégrader sur le premier trimestre de l'année, en raison du ralentissement de la demande globale et du problème de stockage au port de Toamasina.

Aux **Comores**, l'encours de crédit à l'économie progresse de 2,7 % entre mars et juin 2018 (+2,2 % en mars 2018).

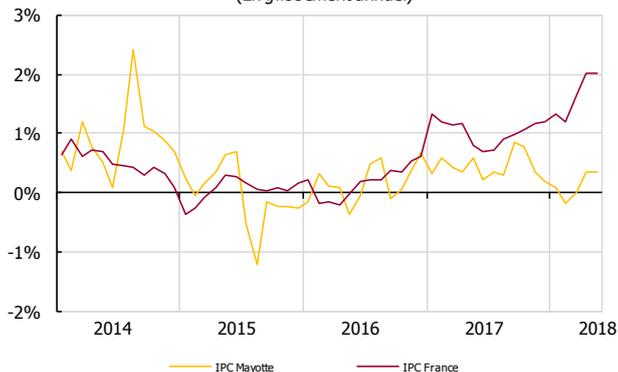
Sources : Banques centrales, institutions nationales

## Augmentation des prix

L'Indice des prix à la consommation (IPC) croît de 0,6 % par rapport au premier trimestre, porté par la hausse des prix de l'énergie (+2,7 %), de l'alimentation (+2,3 %) et des services (+1,1 %). En revanche, les prix des produits manufacturés continuent de baisser (-2,3 %).

Sur un an, l'IPC enregistre également une progression mais moins prononcée (+0,3 %). L'évolution des prix de l'énergie (+5,2 %), de l'alimentation (+3,3 %) et des services (+1,5 %) contribue à cette augmentation tandis que la diminution des prix des produits manufacturés (-5,0 %) en atténue l'importance.

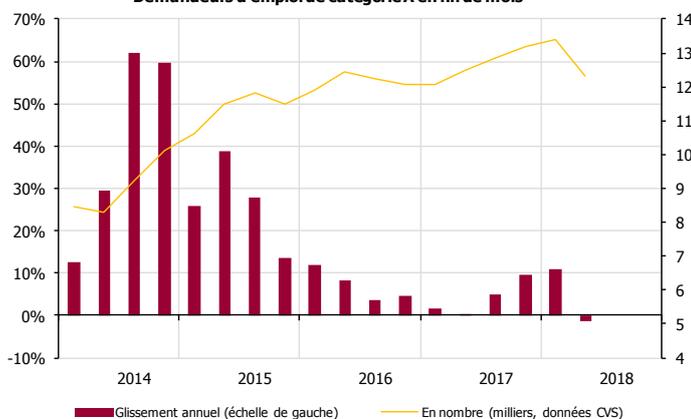
**Indice des prix à la consommation**  
(En glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles

## Ralentissement dans la formalisation du marché de l'emploi

**Demands d'emploi de catégorie A en fin de mois**



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

En raison des conflits sociaux ayant touché l'île au premier trimestre, plusieurs centaines de demandeurs d'emploi n'ont pu accéder aux différents services, enrayant ainsi leur possibilité de renouveler leurs dossiers au deuxième trimestre. De ce fait, la demande d'emploi diminue mécaniquement, de 8,1 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). À fin juin 2018, Pôle emploi dénombre 12 313 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS).

La demande d'emploi recule, quelle que soit la catégorie considérée : -6,8 % pour les hommes et -6,2 % pour les femmes. Le nombre de demandeurs ayant entre 25 et 49 ans diminue par rapport au dernier trimestre (-9,2 %) tout comme celui intéressant les moins de 25 ans (-6,6 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans croît de 1,4 %.

En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi (données CVS) ralentit (-1,3 %). La progression soutenue de la formalisation du marché de l'emploi, observée ces dernières années, est ainsi retardée ce trimestre. Les demandeurs ayant entre 25-49 ans et les femmes sont les principaux concernés (respectivement -5,6 % et -1,8 %).

## Rattrapage de la consommation des ménages

L'effet de rattrapage annoncé s'est concrétisé permettant ainsi à la consommation des ménages de retrouver du dynamisme. Malgré le contexte instable qui règne au port, la fin de la crise a permis aux entreprises non seulement d'écouler leurs stocks mais également de se réapprovisionner, même si ces dernières continuent à ressentir les effets du conflit social du premier trimestre (perte conséquente de chiffre d'affaires).

Signes d'un rattrapage important au deuxième trimestre 2018, les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants augmentent fortement (+38,8 % et +16,5 % par rapport au premier trimestre, données CVS). De même, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs augmente de 24,0 % par rapport au trimestre précédent (CVS).

L'activité bancaire des ménages maintient sa progression avec une hausse des encours des crédits à la consommation de 4,5 % en glissement trimestriel et de 13,8 % sur un an. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de s'améliorer ce trimestre avec une baisse du nombre de retraits de cartes bancaires (-11,3 % en variation trimestrielle et -14,5 % en annuelle) et du nombre de personnes physiques interdites bancaires (-2,4 % par rapport au trimestre précédent et -5,3 % sur un an).

**Importations de biens de consommation non durables**  
(En millions d'euros, données CVS)

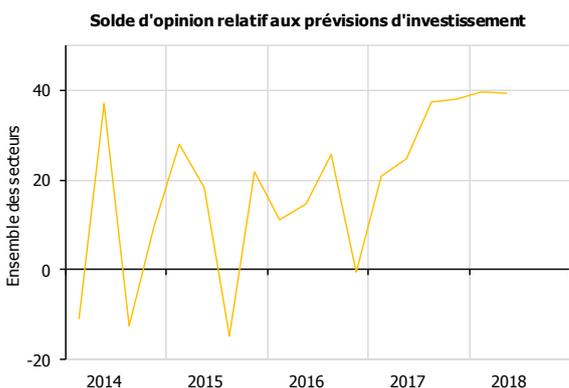


Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## Des perspectives d'investissement optimistes mais des réalisations prudentes

Le report des investissements se confirme alors que la volonté des chefs d'entreprise d'investir sur le territoire reste prégnante. Dans l'attente d'une amélioration des soldes de gestion, les entreprises interrogées continuent d'afficher des perspectives d'investissement favorables mais restent prudentes quant à l'évolution de la conjoncture qui a fragilisé fortement la trésorerie des entreprises.

S'inscrivant dans cet attentisme dans les réalisations, l'encours bancaire des crédits d'investissement diminue de 3,8 % par rapport au trimestre précédent mais progresse de 7,4 % en rythme annuel, tandis que l'encours des crédits immobiliers reste stable. De manière générale, l'encours bancaire des crédits aux entreprises baisse de 1,7 % en variation trimestrielle alors qu'il augmente de 16,9 % en annuelle. Comme pour les importations liées aux ménages, celles à destination des entreprises augmentent à la suite d'un coup d'arrêt au premier trimestre lié au conflit social. Ainsi, les importations de biens d'équipement professionnel progressent de 5,0 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent mais l'écart par rapport au niveau de l'année dernière s'agrandit (-11,3 % en glissement annuel, CVS).



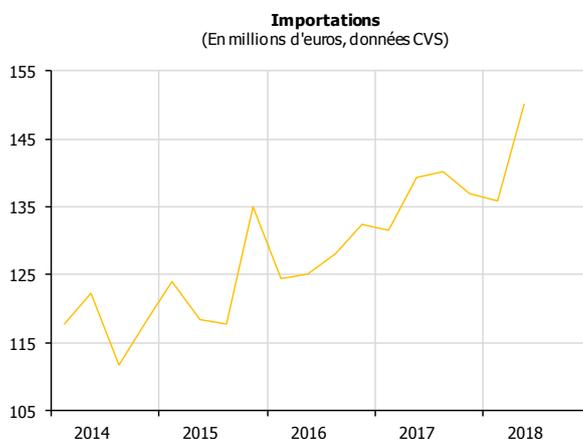
Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

## Hausse des importations

Les importations augmentent de 10,4 % par rapport au trimestre précédent (+7,8 % en variation annuelle, CVS), atteignant leur plus haut historique à 150,1 millions d'euros. Cette évolution est tout de même à nuancer avec les événements du premier trimestre qui ont entraîné un report important au deuxième trimestre.

L'ensemble des catégories de produits est concerné par cette hausse. Les importations liées à la consommation des ménages augmentent (respectivement +38,8 % et +16,5 % pour les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants), tout comme celles liées à l'activité des entreprises (respectivement +27,6 % et +5,0 % pour les importations de biens intermédiaires et d'équipements professionnels). Enfin, les importations de produits liés à l'industrie agroalimentaire progressent de 16,7 % (CVS) à 38,6 millions d'euros.

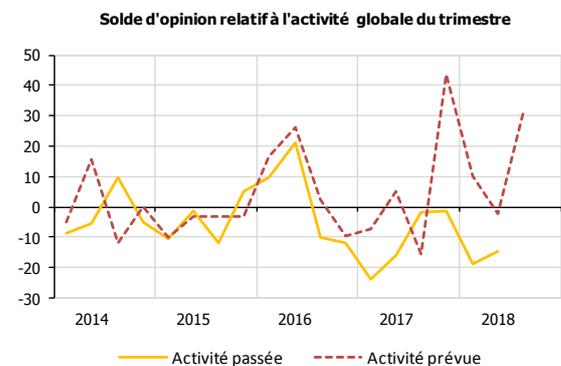
En glissement annuel, l'ensemble des catégories d'importations progresse avec une croissance à deux chiffres, à l'exception des biens d'équipement professionnel qui se contractent de 11,3 %.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## MOINDRE DÉGRADATION DE L'ACTIVITÉ CE TRIMESTRE

L'activité globale continue à se dégrader au deuxième trimestre mais de manière moindre par rapport au premier trimestre. Par ailleurs, dans l'ensemble, les chefs d'entreprise déclarent une amélioration de leurs soldes de gestion (charges) tandis que les délais de paiement semblent se rallonger dans des proportions plus faibles qu'au trimestre précédent. Ils anticipent une amélioration notable de l'activité à partir du prochain trimestre.

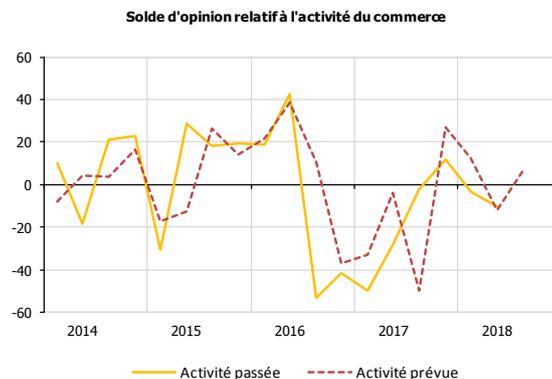


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

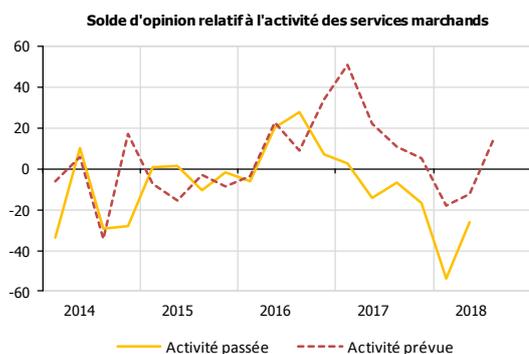
Les chefs d'entreprise du **BTP** déclarent une diminution de leur activité. Ils souffrent toujours de problèmes de trésorerie, en partie liés aux rallongements des délais de paiement. Toutefois, les entrepreneurs du secteur anticipent un retour favorable de l'activité au trimestre prochain, accompagné d'une amélioration des soldes de gestion. La hausse des indices des prix du bâtiment et des travaux publics sur le trimestre (respectivement +2,4 % et +0,8 % par rapport au trimestre précédent) pourrait leur permettre d'embaucher.

Le secteur **industriel** est le seul à déclarer une amélioration d'activité ce trimestre, après de fortes baisses accusées aux trimestres précédents. En effet, à l'exception des délais de paiement, défavorablement perçus, les chefs d'entreprise du secteur estiment bénéficier d'un rétablissement de leurs charges ainsi que de leurs trésoreries. Dans cette configuration, les entrepreneurs anticipent une activité qui devrait rester favorable au trimestre prochain, tout en maintenant leurs perspectives d'investissement malgré la volatilité de la conjoncture qu'ils déplorent.

Malgré le dynamisme retrouvé de la consommation des ménages, les chefs d'entreprise du secteur du **commerce** témoignent majoritairement d'une baisse de leur activité. Celle-ci s'accompagne d'une dégradation de leur trésorerie et d'une diminution de leurs effectifs. Toutefois, l'amélioration des délais de paiement qu'ils affichent ce trimestre les incite à espérer un retour favorable de l'activité. Ils anticipent également une hausse des embauches ainsi qu'une amélioration de leur trésorerie au trimestre prochain et demeurent optimistes quant à leurs perspectives d'investissement. Ils restent néanmoins attentifs à l'évolution des prix, qui pourraient enrayer leur optimisme si ces derniers venaient à augmenter plus nettement.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans la même tonalité, le secteur des services marchands peine à renouer avec une activité favorable ce trimestre, où les professionnels déplorent une baisse de leurs effectifs. En revanche, l'amélioration des délais de paiement ressenties par les chefs d'entreprise ce trimestre leur permet de rester optimistes quant aux perspectives du trimestre à venir en terme d'activité.

Dans le **secteur du tourisme**, le nombre total de passagers diminue (-1,2 %) tandis que le nombre de vols continue d'augmenter (+3,9 % par rapport au dernier trimestre, CVS). En revanche, l'évolution par rapport à la même période de l'année précédente présente une dynamique opposée : le nombre total de passagers augmente de 3,3 % tandis que les mouvements de vols fléchissent de 17,3 %.

## UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établit à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

**Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2018 – Dépôt légal : septembre 2018 – ISSN 1952-9619